

b) Er wordt een punt 2°bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 2°bis de vice-rector(en) bedoeld in artikel 9, § 2; »

c) In 3° wordt het aantal « zes » geschrapt;

d) De § wordt aangevuld als volgt :

« Het aantal leden van het onderwijzend personeel waaruit de categorieën 2°bis en 3° bestaan, is gelijk aan zes. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 15 februari 2008.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs,

Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,

M. DAERDEN

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,

M. TARABELLA

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. C. FONCK

Nota

(1) *Zitting 2007-2008* :

*Stukken van de Raad*. — Ontwerp van decreet, nr. 513-1. - Verslag nr. 513-2.

*Integraal verslag*. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 12 februari 2008.

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 888

[C - 2008/29167]

### 15 FEVRIER 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant diverses modifications en matière d'enseignement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, notamment les articles 1<sup>er</sup>, § 6, 2, tel que modifié par le décret du 27 décembre 1993, et 3, § 2;

Vu le décret du 9 novembre 1990 portant organisation des établissements de l'enseignement organisé par la Communauté française et instaurant la participation des membres de la communauté éducative, notamment l'article 8, § 2, 6°;

Vu le décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, notamment l'article 1<sup>er</sup>, § 2, tel que modifié par le décret du 19 juillet 2001;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, notamment l'article 4<sup>quater</sup> tel que remplacé par le décret du 1<sup>er</sup> juillet 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 mai 1993 déterminant les conditions auxquelles l'obligation scolaire peut être remplie dans le groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régime ouvert et fermé, de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 avril 1994 relatif au contrôle de l'inscription scolaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 avril 1995 déterminant la composition et le fonctionnement de la commission instituée par l'article 2 de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 janvier 1998 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission créée par l'article 4<sup>quater</sup> de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 2002 précisant les attributions et définissant les profils de fonction des titulaires d'une fonction de promotion et de sélection en application de l'article 18 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 2002 organisant les formations des diverses sessions relatives aux fonctions de promotion et de sélection visées aux articles 19, 20 et 21, accordant des dispenses et organisant les épreuves sanctionnant les formations en application des articles 23, 24 et 25 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection et constituant les différents jurys chargés de délivrer les brevets y afférents, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 novembre 2002 portant création du Conseil de coordination et des Conseils de zone de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 06 juillet 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2007;

Vu les protocoles de négociation du 27 août 2007 du Comité de négociation du Secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux - Section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné;

Vu le protocole de concertation du 27 août 2007 du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres P.M.S. subventionnés reconnus par le Gouvernement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 8 octobre 2007, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'Enseignement obligatoire dans ses attributions et du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 15 février 2008,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 mai 1993 déterminant les conditions auxquelles l'obligation scolaire peut être remplie dans le groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régime ouvert et fermé, de la Communauté française, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> dans l'article 3, les termes "au service d'inspection compétent selon le niveau des études" sont remplacés par les termes "aux Services du Gouvernement";

2<sup>o</sup> dans l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, les termes "Le service d'inspection visé à l'article 4 délivre" sont remplacés par les termes "Les Services du Gouvernement délivrent".

**Art. 2.** Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 avril 1994 relatif au contrôle de l'inscription scolaire, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> les articles 1, 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup>, 2, 4, 5, 9 et 11 sont abrogés;

2<sup>o</sup> l'article 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Dès qu'un chef d'établissement accepte l'inscription d'un élève préalablement inscrit dans un autre établissement, il en avertit le chef de l'établissement où l'élève était auparavant inscrit. »;

3<sup>o</sup> à l'article 7 :

a) l'alinéa 1<sup>er</sup> est abrogé;

b) dans l'alinéa 2 ancien, devenu alinéa unique, les termes "l'inspecteur a" sont remplacés par les termes "les Services du Gouvernement ont";

4<sup>o</sup> à l'article 8, les termes "des articles 3, alinéas 2 à 4, 4, 5 et 7, alinéa 2" sont remplacés par les termes "des articles 3 et 7" et les termes "de l'inspecteur" sont remplacés par les termes "des Services du Gouvernement";

5<sup>o</sup> à l'article 10 :

a) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes "l'inspecteur a" sont remplacés par les termes "les Services du Gouvernement ont";

b) dans l'alinéa 2, les termes "l'inspecteur poursuit", "l'inspecteur invite" et "l'informer" sont respectivement remplacés par les termes "les Services du Gouvernement poursuivent", "les Services du Gouvernement invitent" et "les informer".

**Art. 3.** Dans l'article 16, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 avril 1995 déterminant la composition et le fonctionnement de la commission instituée par l'article 2 de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, les termes "des membres du service d'inspection" sont remplacés par les termes "des Services du Gouvernement".

**Art. 4.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 janvier 1998 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission créée par l'article 4<sup>quater</sup> de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, les termes "et de l'enseignement supérieur non universitaire" sont supprimés.

**Art. 5.** Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 2002 précisant les attributions et définissant les profils de fonction des titulaires d'une fonction de promotion et de sélection en application de l'article 18 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, l'article 10 et l'annexe 10 sont abrogés.

**Art. 6.** Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 2002 organisant les formations des diverses sessions relatives aux fonctions de promotion et de sélection visées aux articles 19, 20 et 21, accordant des dispenses et organisant les épreuves sanctionnant les formations en application des articles 23, 24 et 25 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection et constituant les différents jurys chargés de délivrer les brevets y afférents, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> à l'article 1<sup>er</sup>, § 3 :

a) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes ", d'une part," et les termes "et, d'autre part, pour les différentes fonctions d'inspecteur" sont supprimés;

b) l'alinéa 3 est abrogé;

2<sup>o</sup> dans l'article 6, § 4, le 5<sup>o</sup> est abrogé;

3<sup>o</sup> dans l'article 9, 2<sup>o</sup>, le e) est abrogé;

4° dans l'article 10, § 2, le 5° est abrogé;

5° à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup> :

a) le terme "12" est remplacé par le terme "7";

b) les points 2. à 4. sont abrogés.

**Art. 7.** Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 novembre 2002 portant création du Conseil de coordination et des Conseils de zone de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 2), les termes "l'Administrateur pédagogique de l'enseignement de promotion sociale" sont remplacés par les termes "l'inspecteur chargé de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement de promotion sociale";

2° dans l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 5), les termes "du service d'inspection de l'enseignement de promotion sociale" sont remplacés par les termes "du Service de l'Inspection de l'Enseignement de promotion sociale" et les termes "dudit service" sont remplacés par les termes "de l'inspecteur visé au 2) ci-dessus";

3° dans l'article 14, § 1<sup>er</sup>, 3), les termes "du service d'Inspection" sont remplacés par les termes "du Service de l'Inspection de l'Enseignement de promotion sociale" et les termes "de l'Administrateur pédagogique de l'enseignement de promotion sociale" sont remplacés par les termes "de l'inspecteur chargé de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement de promotion sociale".

**Art. 8.** Le Ministre ayant l'Enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2007.

Bruxelles, le 15 février 2008.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire,  
Mme M. ARENA

Le Ministre de la Fonction publique,  
M. DAERDEN

---

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 888

[C - 2008/29167]

**15 FEBRUARI 2008. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende verscheidene wijzigingen inzake onderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, inzonderheid op de artikelen 1, § 6, 2, zoals gewijzigd bij het decreet van 27 december 1993, en 3, § 2;

Gelet op het decreet van 9 november 1990 tot organisatie van de door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijsinstellingen en tot invoering van een regeling tot inspraak voor leden van de onderwijsgemeenschap, inzonderheid op artikel 8, § 2, 6°;

Gelet op het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, inzonderheid op artikel 1, § 2, zoals gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2001;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, inzonderheid op artikel 4<sup>quater</sup> zoals vervangen bij het decreet van 1 juli 2005;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 mei 1993 tot vaststelling van de wijze waarop kan voldaan worden aan de leerplicht in de groep openbare instellingen voor jeugdbescherming (open en gesloten afdelingen) van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 april 1994 betreffende het toezicht over de inschrijving in onderwijsinrichtingen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 april 1995 betreffende de samenstelling en de werking van de commissie ingesteld door artikel 2 van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 januari 1998 betreffende de samenstelling en de werking van de Commissie opgericht bij artikel 4<sup>quater</sup> van het besluit van 22 april 1969 van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 juli 2002 tot bepaling van de bevoegdheden en ambtsprofielen van de titularissen van een bevorderings- en selectieambt bij toepassing van artikel 18 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juli 2002 houdende organisatie van de vormingen van de verscheidene sessies betreffende de in de artikelen 19, 20 en 21 bedoelde bevorderings- en selectieambten, tot toekenning van vrijstellingen en tot organisatie van de proeven die de vormingen bekrachtigen, bij toepassing van de artikelen 23, 24 en 25 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten en tot oprichting van de verschillende examencommissies belast met het uitreiken van de betrokken brevetten, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 april 2003;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 november 2002 tot oprichting van de Coördinatieraad en de Zoneraden voor het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 juli 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 19 juli 2007;

Gelet op de onderhandelingsprotocollen van 27 augustus 2007 van het Onderhandelingscomité van Sector IX, van het Comité van de provinciale en plaatselijke openbare diensten - Afdeling II en van het Onderhandelingscomité voor statuten van het personeel van het gesubsidieerde vrij onderwijs;

Gelet op het Onderhandelingsprotocol van 27 augustus 2007 van het Onderhandelingscomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde PMS-centra die door de Regering erkend zijn;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 8 oktober 2007, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Presidente, tot wier bevoegdheid het Leerplichtonderwijs behoort en van de Minister tot wiens bevoegdheid de Ambtenarenzaken behoren;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 februari 2008,

Besluit :

**Artikel 1.** In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 mei 1993 tot vaststelling van de wijze waarop kan voldaan worden aan de leerplicht in de groep openbare instellingen voor jeugdbescherming (open en gesloten afdelingen) van de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 3, worden de woorden "de inspectiedienst, bevoegd voor het niveau van het onderwijs," vervangen door de woorden "de Diensten van de Regering";

2° in artikel 5, eerste lid, worden de woorden "De in artikel 4 bedoelde inspectiedienst reikt" vervangen door de woorden "De Diensten van de Regering reiken".

**Art. 2.** In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 april 1994 betreffende het toezicht over de inschrijving in onderwijsinrichtingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de artikelen 1, 5° en 6°, 2, 4, 5, 9 en 11 worden opgeheven;

2° artikel 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Zodra een inrichtingshoofd de inschrijving aanvaardt van een leerling die vroeger ingeschreven was in een andere inrichting, verwittigt hij het hoofd van deze inrichting. »;

3° in artikel 7 :

a) het eerste lid wordt opgeheven;

b) in het vorige tweede lid, enig lid geworden, worden de woorden "mag de inspecteur" vervangen door de woorden "mogen de Diensten van de Regering";

4° in artikel 8, worden de woorden "van de artikelen 3, 2e tot 4e lid, 4, 5 en 7, 2e lid" vervangen door de woorden "van de artikelen 3 en 7" en de woorden "de inspecteur" door de woorden "de Diensten van de Regering";

5° in artikel 10 :

a) in het eerste lid worden de woorden "kan de inspecteur" vervangen door de woorden "kunnen de Diensten van de Regering";

b) in het tweede lid worden de woorden "zet de inspecteur de procedure voort", "verzoekt de inspecteur" en "hem het resultaat van die aanmaning mee te delen" vervangen door de woorden "zetten de Diensten van de Regering de procedure voort", "verzoeken de Diensten van de Regering" en "ze het resultaat van die aanmaning mee te delen".

**Art. 3.** In artikel 16, derde lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 april 1995 betreffende de samenstelling en de werking van de commissie ingesteld door artikel 2 van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, worden de woorden "van de leden van de inspectiedienst" vervangen door de woorden "van de Diensten van de Regering".

**Art. 4.** In artikel 1, 5°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 januari 1998 betreffende de samenstelling en de werking van de Commissie opgericht bij artikel 4<sup>quater</sup> van het besluit van 22 april 1969 van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, worden de woorden "en van het niet-universitair hoger onderwijs" afgeschaft.

**Art. 5.** In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 juli 2002 tot bepaling van de bevoegdheden en ambtsprofielen van de titularissen van een bevorderings- en selectieambt bij toepassing van artikel 18 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, worden artikel 10 en de bijlage 10 opgeheven.

**Art. 6.** In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juli 2002 houdende organisatie van de vormingen van de verscheidene sessies betreffende de in de artikelen 19, 20 en 21 bedoelde bevorderings- en selectieambten, tot toekenning van vrijstellingen en tot organisatie van de proeven die de vormingen bekrachtigen, bij toepassing van de artikelen 23, 24 en 25 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten en tot oprichting van de verschillende examencommissies belast met het uitreiken van de betrokken brevetten, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 april 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 1, § 3 :

a) in het eerste lid worden de woorden "enerzijds" en de woorden "anderzijds voor de verschillende ambten van inspecteur" afgeschaft;

b) het derde lid wordt opgeheven;

2° in artikel 6, § 4, wordt het 5° opgeheven;

3° in artikel 9, 2°, wordt de letter e) opgeheven;

4° in artikel 10, § 2, wordt het 5° opgeheven;

5° in artikel 13, eerste lid :

a) wordt het getal "12" vervangen door het getal "7";

b) worden de punten 2. tot 4. opgeheven.

**Art. 7.** In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 november 2002 tot oprichting van de Coördinatieraad en de Zoneraden voor het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 2, § 1, 2), worden de woorden "de pedagogische bestuurder voor onderwijs voor sociale promotie" vervangen door de woorden "de inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het onderwijs voor sociale promotie";

2° in artikel 2, § 1, 5), worden de woorden "van de inspectiedienst van het onderwijs voor sociale promotie" vervangen door de woorden "van de Inspectiedienst van het Onderwijs voor sociale promotie" en de woorden "van genoemde dienst" door de woorden "van de hierboven onder 2) bedoelde inspecteur";

3° in artikel 14, § 1, 3), worden de woorden "van de inspectiedienst" vervangen door de woorden "van de Inspectiedienst van het Onderwijs voor sociale promotie" en de woorden "van de Pedagogische bestuurder van het onderwijs voor sociale promotie" door de woorden "van de inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het onderwijs voor sociale promotie".

**Art. 8.** De Minister tot wiens bevoegdheid het Leerplichtonderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2007.

Brussel, 15 februari 2008.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs,  
Mevr.M. ARENA

De Minister van Ambtenarenzaken,  
M. DAERDEN